

Motion adoptée à l'unanimité par la Commission Administrative de l'UD FO d'Eure et Loir réunie le 22 avril 2020

La CA exprime les plus vives inquiétudes sur la décision du gouvernement de rouvrir les locaux scolaires dès le 11 mai dans le seul but de servir de garderie afin de permettre de remettre les salariés au travail.

Et ceci alors qu'il n'y a toujours ni masques, ni tests, ni traitements, ni vaccins.

Le gouvernement, conscient des risques considérables de rebond massif de l'épidémie, entend faire notamment de notre département un « département-test » pour cette réouverture.

Ceci souligne le caractère inacceptable et irresponsable de cette décision prise sur la seule exigence du MEDEF de rouvrir toutes les entreprises.

Les enfants de salariés, les salariés, les enseignants ne sont pas des cobayes.

Force Ouvrière demande le report de la levée du confinement tant qu'il n'y aura pas de dépistage de masse et des masques en nombre suffisant pour tous.

Une première réunion a eu lieu à la Préfecture à notre demande et sur nos revendications. La Préfecture a transformé cette audience en long monologue et n'a pas daigné répondre à une seule de nos questions.

Puis, dans un deuxième temps, la préfecture a elle-même « convoqué », en dehors de tout cadre consultatif ou de négociation, une réunion voulant associer notre Union départementale à la gestion de la crise du coronavirus.

Il semble maintenant que, d'ici au 11 mai, la Préfecture ait décidé d'associer les organisations syndicales à la mise en œuvre de cette initiative que nous condamnons.

La plupart des parents, à juste titre, refusent de mettre leurs enfants et leur famille en danger.

Les enseignants refusent de se mettre en danger, sans pouvoir véritablement enseigner, dans le seul but de permettre aux salariés de reprendre le travail.

La CA de l'Union départementale FO d'Eure et Loir rappelle que le personnel hospitalier est déjà épuisé, que les médicaments commencent à manquer, que le COVID se répand dans les EHPAD du département de manière préoccupante depuis quelques jours.

La CA exprime sa plus vive inquiétude sur la capacité du système sanitaire du département à faire face à une deuxième vague de flambée du virus véhiculé par des milliers d'enfants regroupés dans les locaux scolaires, facteur de propagation de l'épidémie.

La CA de l'UD-FO 28 constate que le conseil de l'ordre des médecins, l'OMS, l'INSERM, se prononcent contre la réouverture des locaux scolaires à compter du 11 mai.

La CA de l'UD FO approuve la position de son secrétaire général de ne pas participer à la mise en œuvre de ce désastre programmé par la Préfecture.

La CA de l'UD FO 28 rappelle son attachement à toutes les formes, mêmes limitées, de négociation et/ou de consultation.

Elle tient à souligner notre refus de toute forme de cogestion de l'État ou des entreprises.

La CA de l'UD FO 28 soutient la fédération de l'enseignement, la FNEC-FP FO 28, qui exige l'annulation pure et simple de ce dispositif qui, outre son caractère irresponsable d'un point de vue sanitaire, ouvre une perspective dangereuse de transformation de l'école en garderie au service du patronat et donc de remise en cause de la profession d'enseignant, de ses missions, du statut des personnels.

L'UD FO ne participera sous aucune forme à cette initiative.

Elle appelle ses syndicats, les salariés, à lui transmettre toutes les questions, toutes les revendications, toutes les inquiétudes qui ne manqueront pas d'apparaître au fur et à mesure que se rapprochera le 11 mai.